

# Introduction

**Jean-Pierre MIGNOT**

*LERASS, Université Paul Sabatier, Toulouse, France*

De son émergence à nos jours, le statut premier que l'on a attribué à la ville, rôle sinon essentiel, dans tous les cas, premier qu'elle remplit, réside dans ses fonctions d'usage pour lesquelles elle n'en finit pas de croître à la fois par elles et avec elles. Elle est d'abord une réponse technique à un problème en apparence technique, elle se soumet (et/ou elle soumet), à toutes fins utiles, à nos connaissances, à nos vérités de l'instant et elle en revêt même les oripeaux. Nous savons désormais qu'elle n'est pas que cela et que les formes sociales qui se développent en son sein contribuent aussi, dans le même temps, à en modeler les contours et le sens : à cet égard, elle devient un mode de production de l'espace en même temps qu'elle contribue à la formation de relations sociales imprégnées de l'instant tout autant que de l'histoire, que de son histoire. De sorte que l'intérêt que suscite la ville tient autant aux problèmes qu'elle pose qu'aux conditions dans lesquelles, non seulement elle est perçue et analysée, mais aussi aux problématiques sociétales qui sous-tendent l'importance de son rôle dans les évolutions que doit connaître notre société dans les décennies futures.

Par ailleurs, et pour des raisons qui recourent inexorablement les conditions de son apparition, le développement durable<sup>1</sup> constitue désormais un enjeu de société majeur qui semble s'imposer à nous (Boissonade *et al.* 2017). Cependant, les conditions dans lesquelles ses principes vont devoir à la fois être reconnus, mais aussi mis en vigueur,

---

1. Le développement durable, tel que nous l'envisageons, n'est pas exempt de toutes critiques, il s'en faut. D'autant que ce concept a, fort justement et à bon escient, donné lieu à des développements critiques très importants quant au fond et sur la forme.

nous questionnent, notamment dans le cadre du développement d'une société de plus en plus « urbanisée » (80 % de la population mondiale sera urbaine dans quelques décennies) : ainsi, ville et durabilité, c'est-à-dire la ville durable, deviennent dans le même espace-temps, la pierre angulaire du cadre de vie de notre avenir.

La problématique de la ville durable renvoie à un seul et même sens, aux deux faces d'un seul et même « Janus » dont il convient de comprendre les logiques internes de développement ainsi que les problématiques sociétales auxquelles elles ne manqueront pas d'être confrontées. La problématique de la ville associée à celle du développement durable constituent autant d'outils qui conduisent à mieux saisir et à mieux coordonner un espace spécifique : habiter<sup>2</sup> (Heidegger 1993), bâtir, produire et occuper un espace collectif de plus en plus limité par les contraintes du développement durable.

Cependant, le développement durable regroupe un ensemble conceptuel qui s'est diffusé dans la société presque uniquement sur un plan institutionnel, de même qu'il relevait, à ses débuts, de demandes individuelles militantes. Nous nous trouvons face au dilemme suivant : alors que les différents dérèglements (climatiques, biodiversité, etc.) ne sont pas immédiatement ressentis par les populations, on demande à celles-ci, à titre individuel, d'intégrer dans leur vie quotidienne de petits gestes susceptibles d'incarner dans les faits les principes fondamentaux du développement durable ; en d'autres termes, la superposition de temps longs et de temps courts induit un certain nombre d'ambivalences, voire de contradictions, qu'il convient de considérer.

La ville durable n'échappe pas à cette ambivalence malgré les moyens dont elle dispose dans ce domaine, car, face au développement sans précédent de l'urbanisation au niveau mondial et à ses conséquences sur l'environnement en général, les solutions

---

2. « Cette notion d'habitat est issue du travail critique opéré sur celle qui avait marqué le XIX<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle : la question du logement. Constatant les limites de la réponse quantitative à la demande de logement par le biais des grands ensembles, les sciences humaines ont porté les notions d'habitat puis d'habiter, ce qui a conduit les acteurs du logement à élargir cette question en prenant en compte les relations entre les habitants et leur milieu, ainsi que le contexte spatial et social dans lequel s'inscrit le logement » (Boissonnade *et al.* 2017). On ne saurait manquer de rendre à Heidegger ce qui lui appartient, notamment avec son intervention dans un domaine qui intègre dans son analyse tout autant le « bâti » que le « penser ». À l'évidence, l'association qu'effectue Heidegger entre « bâtir », « habiter » et « penser » ne peut pas être abordée sans que ne se pose le problème de la question technique, chère au philosophe. Car si le bâti est du domaine de la technique, cela signifie qu'il entre dans un rapport direct avec l'habiter qui n'est pas du domaine de la technique ; et c'est donc du statut de la technique que dépend en partie la réponse au statut de l'habiter qui devient dès lors du ressort de l'approche sociétale dont dépend aussi le statut de la technique. Nous y reviendrons. Voir à ce sujet (Heidegger 1993) et dans le même ouvrage, le chapitre « La question de la technique », p. 9-48.

proposées oscillent entre grandeurs contradictoires et jeux d'acteurs concurrents qui semblent irréconciliables. Si tout indique que bon nombre de solutions militent pour une meilleure maîtrise des aspects sociétaux et par une meilleure gouvernance, les aspects scientifiques et techniques doivent occuper une place dans la réflexion tout aussi importante, ce qui passe par une étroite coopération entre les sciences humaines et sociales et les sciences exactes, par un enrichissement mutuel dans un domaine commun.

À cet égard, la rhétorique développée ici et là nous paraît lourde de sens quant aux enjeux et aux fractures qu'elle révèle. La construction des discours sur la ville, et plus particulièrement sur la ville durable, peut ici servir de guide. Ainsi, la prise en compte de la durabilité en général devient l'objet d'un débat déterminant pour la compréhension de la question de la ville et de son avenir. Nous relevons, à titre d'exemples significatifs, les impacts concernant la relation entre le changement climatique, ses conséquences environnementales et le changement de paradigme dans les discours économiques. Car trois discours distincts caractérisent le positionnement des uns et des autres vis-à-vis du développement durable, et donc de l'avenir de la ville durable que nous pouvons résumer comme suit.

D'une part, une approche libérale des problèmes environnementaux qui consiste à leur appliquer les concepts et les méthodes sorties tout droit du paradigme néo-classique, à savoir :

- l'économie existe en soi et pour soi, indépendamment des institutions sociales ;
- l'individualisme méthodologique qui réduit les phénomènes sociaux et collectifs à une logique individuelle ;
- la prédominance de l'idée d'équilibre et de sa recherche systématique ;
- le rôle des individus jugés rationnels à la fois en termes d'anticipation et de préférences ;
- la coordination de l'ensemble social par le marché et les prix que celui-ci contribue à réguler.

Cette conception, depuis le début des années 1980, a eu tendance à s'imposer alors même que l'environnement de la planète, de façon prospective, n'a cessé de se dégrader.

D'autre part, nous distinguerons une approche qui n'hésite pas à s'emparer des nouveaux enjeux, pour ne pas dire aussi urgents qu'inédits, des exigences nouvelles et impératives et dont la problématique environnementale est désormais porteuse.

Dans cette perspective, la question de l'environnement urbain devient décisive pour l'avenir de la planète et cette problématique doit alors servir de base à une nouvelle science<sup>3</sup> dont les objectifs visent à étudier les interactions complexes entre une vision « humaine » de l'économie et le fonctionnement biologique et physique de notre planète.

On retrouve ainsi une vision pluridisciplinaire de l'environnement, une approche inclusive allant de la thermodynamique à la biologie intégrative en passant par l'écologie et la théorie de l'information. Les outils que ces différentes approches mettent en œuvre sont empruntés autant aux sciences de la nature qu'à l'économie et à la sociologie et ont abouti à des analyses en termes « de cycle de vie », « d'empreinte écologique ». Certes, ces analyses, pour hétérogènes qu'elles puissent apparaître, proposent une vision globalisante, totalisante des questions environnementales qui se révèlent assez radicales par certains aspects.

Enfin, une troisième perspective s'inscrit dans ce que l'on peut qualifier de vision socio-économique dans la mesure où elle occupe la place centrale d'une analyse entre le milieu naturel, mais aussi les ressources disponibles, le milieu culturel et une vision morale, d'une part, et le fonctionnement social soumis aux contraintes que nous impose le « monde économique ».

Dans ce cadre, l'institution collective devient l'instance grâce à laquelle l'émergence des préférences individuelles et collectives devient possible, notamment du fait des différents repères conceptuels, à la connaissance en général et à l'information en particulier. De sorte que l'institution collective est amenée à jouer un rôle important tant dans le domaine de la répartition des richesses que dans la socialisation des coûts. On assiste donc à un renversement du paradigme libéral dans la mesure où l'action est pensée à partir de l'institution et que le système global est légitimé pour penser d'abord et promouvoir ensuite à la fois les actions menées, mais aussi l'univers moral au sein duquel les acteurs interviennent.

Ainsi, l'écodéveloppement ne dépend ni des marchés (et de leur fonctionnement erratique), ni des contrats individuels passés en son sein, ni des préférences individuelles des consommateurs. À l'inverse, les instances de planification décentralisées, les institutions de « citoyens-producteurs-consommateurs », leurs engagements dans des actions collectives sont appelés à y jouer un rôle déterminant.

Cette introduction, pour résumer, nous permet de mettre en évidence une problématique qui lui est organiquement attachée. Car si nous abordons la ville sous l'angle

---

3. À savoir, « la bio-économie », « l'économie écologique », voire « l'écologie politique ». Voir à ce sujet les références bibliographiques en fin de l'introduction.

de la durabilité, nous ne pouvons ignorer le problème du développement à venir, sachant qu'à l'horizon 2050, près de 80 % de la population mondiale sera urbanisée. C'est en ce sens que développement et urbanisation constituent les deux faces d'un seul et même problème. Mais c'est aussi sur ce point que les difficultés apparaissent tant sur le plan conceptuel que sur le plan pratique.

À cet égard, deux problèmes, que nous évoquerons tout au long de cet ouvrage, émergent. D'une part, en ce qui concerne le développement proprement dit, une première question se pose : dans quelle mesure peut-on considérer qu'il y a une compatibilité clairement établie entre le développement continu et infini d'une économie et le caractère fini et fondamentalement limité des ressources naturelles à partir desquelles ce développement est possible ? Car, telle est la question à laquelle nous renvoient le développement et la ville durables. Les différentes approches soulevées plus avant diffèrent radicalement et c'est bien cette différence qui nous occupe ici. En effet, dans le chapitre 1, J.-P. Mignot pose d'emblée la question du développement que l'on peut lier de façon explicite à la durabilité des conditions d'avenir de la ville.

Cependant, une question immédiate surgit sous la forme suivante : le développement infini (ou la croissance – l'auteur apportera les précisions sémantiques quant au sens de ces deux concepts) d'une économie peut-il être envisageable, possible dans un monde fini, c'est-à-dire un monde dans lequel les ressources disponibles qui rendent possible ce développement devraient être rapidement épuisées ? Infini d'une part, finitude et limites physiques d'autre part, deviennent ainsi les deux éléments constitutifs d'une équation impossible. Si croissance et développement s'identifient en général sur un plan quantitatif, ces deux notions se distinguent surtout sur un plan qualitatif. L'auteur s'interroge alors sur le concept de développement de son origine à sa configuration actuelle telle que les tenants du développement durable la mettent en œuvre.

Or, c'est bien par et avec le développement (et la croissance) économique au niveau mondial, c'est-à-dire au niveau planétaire, que les effets de l'activité anthropique prendraient un caractère catastrophique s'ils devaient se prolonger : perte de diversité, crise de l'eau, épuisement des ressources rares, destruction de la biodiversité, constituent autant de facteurs hérités du développement économique qui se poursuit depuis deux cent cinquante ans. Dès lors, la ville contemporaine, qu'elle soit fordiste ou néolibérale, l'urbanisation en général au niveau mondial, ne peuvent être pensées en dehors de ces conditions générales, le développement, fût-il durable, ne pouvant être présenté comme la solution idoine. Le concept de développement durable lui-même, entendu comme un prolongement acceptable du concept initial, se propose donc de faire peau neuve en intégrant le principe de continuité générationnelle en même temps que le maintien des grands équilibres économiques spatio-temporels.

Ainsi, pour l'auteur, le développement durable apparaît à bien des égards tout autant complexe qu'ambivalent et donc relativement controversé. La succession de répétitions des avertissements du GIEC n'en finit pas de nous exposer les aggravations d'une situation dont il sera de plus en plus difficile de sortir, le développement durable étant pour beaucoup une hypothèse basse insuffisante. D'autant que l'auteur évoque et renvoie à des solutions alternatives qui dépassent largement les solutions envisagées du seul point de vue du développement durable. Dans ces conditions, la question devient alors de savoir ce que devient la ville durable.

À cet égard, il convient de rester prudent quant aux conclusions trop rapides que l'on pourrait tirer et qui peuvent s'avérer insuffisantes, dans la mesure où la croissance urbaine, notamment dans les pays occidentaux développés, s'est révélée beaucoup moins importante et prégnante que dans les « pays du Sud ». Plus, avec la dernière pandémie, un phénomène de « retour aux sources », associé à un fort désir d'accession à la propriété, à un espace habitable plus étendu et à des conditions de travail plus évolutives, a conduit à une modification sensible des conduites urbaines.

Par ailleurs, la relation particulière qui se tisse entre développement durable et ville durable légitime la question suivante : dans quelle mesure est-il possible d'affirmer que la ville durable peut contribuer efficacement à protéger la planète dans son ensemble ? Autrement dit, comment articuler le global – protéger la planète – et le local – développer la ville durable et une économie de proximité qui lui serait attachée ? I. Bouchardy, dans le chapitre 3, pose d'emblée le problème de la relation entre les effets de la globalisation d'un côté et l'importance du local comme potentielle réponse aux défis à relever localement. En effet, la sortie de plusieurs décennies de manne industrielle et touristique est appréhendée selon plusieurs domaines d'action stratégiques qui entrecroisent de grands axes de politiques publiques nationales ou européennes avec de lourdes contraintes locales. Les différentes strates de l'État sont précisées quant à leurs compétences et à leur contribution financière, avec un focus particulier sur le pilotage et l'exécution intercommunaux.

L'urbain et la ruralité ne sont pas ici opposés, pas plus que l'habitat ou le désartificialisé : l'aménagement de l'espace doit être analysé dans ses composantes énergétique, climatique et agronomique. Plusieurs pratiques gérant des ressources comme la biodiversité, l'eau, le bois, le foncier ou des impacts humains comme les déchets, l'éclairage, la mobilité sont passées au crible des critères de durabilité pour tout ce qui vit dans l'environnement immédiat.

Trois principaux idéaux-types transversaux aux huit domaines d'action étudiés semblent se dessiner : d'une part, celui qui tend à conserver, réserver, sanctuariser

l'existant, en cadrant vers la sobriété les fréquentations, observations, usages, avec propositions de nouvelles lois plus restrictives sur tous les accès ; d'autre part, celui qui préconise une meilleure exploitation de la ressource (énergétique) avec des investissements ambitieux, un pilotage au plus près et une chasse permanente à toute déperdition en calculant des coûts sur mesure (taxe incitative, pollueur-payeur, etc.) ; enfin, celui qui milite de plus en plus radicalement pour que cessent définitivement les apories écologiques d'artificialisation des sols, de l'eau, des déplacements, etc. Et que l'État reprenne la main sur les intérêts et la propriété privés.

Cette analyse, en réalité, permet de remettre au premier plan des modes d'évolution pourtant historiquement connus et théorisés, mais qui n'ont pas été choisis, alors que plusieurs forces citoyennes, à la fois locales et globales (internationales), les revendiquent et les expérimentent.

En outre, cette relation entre global et local et les interpénétrations de plus en plus lisibles dans la réalité trouvent un écho particulier du fait d'une accentuation du phénomène de périurbanisation qui contribue de façon évidente au constat soulevé plus haut de celui d'un abandon relatif des grands centres urbains au profit des villes moyennes, voire de la campagne dans certains cas.

Au fil de l'Histoire, les bâtiments ont toujours rempli une fonction symbolique au moins aussi importante que la fonction d'usage à laquelle ils répondaient. En relevant des défis toujours plus grands, la technique a permis la production de ces édifices porteurs autant de messages que de symboles. Aujourd'hui, sous les contraintes nécessaires du développement durable, les objectifs clairement affichés que l'on assigne aux bâtiments concernent leurs performances environnementales. Souvent, sans avoir attendu les résultats de la recherche scientifique, médias et politiques fixent les objectifs, articulent les politiques au travers de la nécessaire approche en cycle de vie, mais sans aborder la difficile question de l'impact de la durée de vie, et contribuent largement aux caractéristiques de la production des bâtiments.

Or, le bâti et l'habiter supposent une étroite osmose entre deux volets d'une même problématique. Par ailleurs, un second aspect tout aussi important et significatif a trouvé une place déterminante dans le débat concernant le développement et la ville durables, à savoir la réponse technicienne comme alternative à l'ampleur des problèmes. En effet, dans ce cadre, la technique, et exclusivement la technique, les solutions proposées ne se réfèrent pas à des problèmes structureaux, à des conditions de fond, mais à des réponses de nature essentiellement technique. Cette solution alternative est proposée par les analyses économiques libérales et elle est consécutive aux modèles de

croissance des économistes libéraux, avec une référence centrale, le modèle de croissance de R. Solow (pour une meilleure compréhension de la question, nous renvoyons à la contribution de J.-P. Mignot de cet ouvrage). Car les dégradations réelles causées à l'environnement par la croissance et le développement économiques peuvent être « réparées » grâce au progrès technique, salvateur, perçu dès lors comme la solution pérenne aux problèmes soulevés. Dans le cadre du chapitre 2, M.-A. Méquignon et J.-P. Mignot ne manquent pas de mettre en perspective les limites auxquelles la vision technique se heurte : la ville est un système trop encombré en termes de champ de réflexion pour se laisser réduire à la seule technique. Précisons qu'il ne s'agit pas ici de réduire la part des réponses techniques à la question de la durabilité, mais simplement de la remettre à sa place.

En effet, la ville est abordée ici comme un système complexe. Cette perspective permet d'appréhender la difficulté de l'approche en termes de performances de développement soutenable et des contraintes que celles-ci engendrent. En ce qui concerne cette approche et les difficultés qu'elle rencontre, l'interdisciplinarité s'est révélée être la thématique centrale d'une potentielle réponse aux limites techniques. Et s'il est impératif de produire un inventaire non exhaustif des difficultés à maîtriser l'approche d'une ville voulue durable, il convient d'évoquer les différentes problématiques liées à la ville abordée comme système. Il ne s'agit pas d'être exhaustif et cohérent, mais de montrer l'obligation de convoquer de multiples disciplines et les difficultés qu'impliquent quelques éléments de la ville abordée comme système. L'objectif est de confirmer l'obligation d'une approche interdisciplinaire, et ces problématiques tout autant écologiques qu'économiques ou sociales ou encore à leur intersection. Après avoir démontré l'obligation d'approches interdisciplinaires, nous montrons les limites de la technique comme solution pour l'amélioration de la ville. Nous montrons comment la culture comprend les solutions performantes oubliées.

À cette fin, nous pénétrons à l'intérieur d'un outil de référence des sciences de l'ingénieur, à savoir le cahier des charges. Nous évoquons la problématique de la mesure de la performance et proposons une amélioration de l'outil afin qu'il entraîne l'amélioration de la conception de la ville. Il s'agit de montrer la nécessité d'agréger des fonctions des sciences humaines à cet outil traditionnellement fonctionnaliste. Enfin, pour la mesure de l'efficacité, la méthode la plus efficace est l'analyse en cycle de vie. Nous étudions en quoi cet outil est adapté à notre problématique et plus précisément ses limites. Nous détaillons la maturité de la démarche, notamment sa grande fragilité et immaturité dans son volet social, en particulier pour son usage pour la ville.

Enfin, la logique d'une approche systémique, c'est-à-dire d'une conception de la ville durable qui induit une vision sociale (et/ou sociologique), économique et politique

(au sens grec originel de la gestion de la cité) de celle-ci nous renvoie à une question qui ne manquera pas de devenir centrale dans le temps et dans l'espace : le rôle et la fonction de la puissance publique dans les différents mécanismes d'adaptation, d'adéquation aux nouvelles conditions imposées par les contraintes de la durabilité ; dans cette perspective, Y. Ferguson aborde, dans le chapitre 4, la complexité de la ville durable au prisme de la sociologie de l'action publique. En effet, si la ville durable est un concept fédérateur qui a réussi sa montée en généralité, sa descente en spécificités, c'est-à-dire son opérationnalisation, ne s'appuie pas sur un catalogue de pratiques standardisées.

Au contraire, la concrétisation de la ville durable s'adresse à des « référentiels froids » qui privilégient le « projet » sur le « plan » et la « gouvernance » sur le « gouvernement ». Ces glissements sémantiques décrivent des déplacements du rôle de l'État, des territoires, des élus locaux, des formes managériales qui mettent en lumière la prévalence de l'instrumentation sur l'action publique. En d'autres termes, derrière la vision globale imprimée par les objectifs de la durabilité, la ville durable s'aborde davantage par des partenariats, des méthodologies, des « collectifs d'énonciation de l'espace » que par le déploiement d'une théorie forte. En ce sens, l'intelligence de la ville durable est le résultat de la convergence plus ou moins aboutie de différentes intelligences que le politique entreprend d'organiser. Deux questions majeures se posent alors :

- d'une part, comment s'élaborent ces collectifs, sont-ils synonymes de pluralisme, d'ouverture, d'inclusion ou le fruit de jeux de pouvoir qui consacrent des réseaux, des communautés ? Le chapitre 4 montre que le pluralisme des arènes collaboratives est limité et que s'instaure une démocratie unitaire qui facilite l'efficacité relationnelle au sein des groupes de projets. Autrement dit, on constate un processus conjoint d'ouverture et d'exclusion, une gouvernance pluraliste et semi-élitiste ;

- d'autre part, cette approche qui semble privilégier le « comment » (les processus collectifs) sur le « quoi » (une vision politique forte de la ville durable) sont-ils synonymes de dépolitisation de la ville durable ? Le chapitre 4 évoque une politisation paradoxale de la ville durable. D'un côté, toutes les villes semblent effectivement mobiliser les mêmes recettes, de l'autre, la ville durable oppose à la ville libérale une forme de régulation.

Ainsi, développement durable et ville durable n'en finissent pas de se confronter à eux-mêmes tant sur le plan de la conception proprement dite que sur le plan de l'efficacité. Et la question ultime du rôle de l'État comme agent de régulation reste entière au regard de ce qui est advenu à ce jour dans ce domaine.

## I.1. Bibliographie

- Beck, U. (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Aubier, Paris.
- Cropper, M.L. and Oates, W.E. (1992). Environmental economics: A survey. *Journal of Economics Literature*, 30(2), 675–740.
- Foster, J. (ed.) (1997). *Valuing Nature? Economics, Ethics and Environment*. Routledge, London.
- Boissonade, J., Méquignon, M., Mignot, J.-P. (2017). Habitat durable : une approche critique. *Revue Sciences de la Société*, n° 98. Presses universitaires du Mirail, Toulouse. \*
- Godart, O. (2006). La pensée économique face à l'environnement. In *Leçons de philosophie économique. II : économie normative et philosophie*, Leroux, A. and Livet, P. (eds). Economica, Paris.
- Heidegger, M. (1993). *Bâtir habiter penser. Essais et conférences*. Gallimard, Paris. \*
- Passet, R. (1979). *L'économie et le vivant*. Payot, Paris.
- Perroux, F. (1961). Qu'est-ce que le développement ? *Revue Études*, janvier. \*
- Perroux, F. (1964). *L'économie du XX<sup>e</sup> siècle*. PUF, Paris. \*
- Rist, G. (2013). *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. Les Presses de Sciences Po, Paris. \*
- Sachs, I. (1998). *L'écodéveloppement. Stratégies pour le XXI<sup>e</sup>*. Syros, Paris.

---

Cette bibliographie est identique à celle de l'ouvrage correspondant en anglais publié par ISTE. Quelques ajouts spécifiques à cette version française sont signalés par \*.